

Lemmik, Juhani (Estonie)

[Original : anglais]

Indication des qualifications

Éducation

Établissement, Dates de fréquentation, Diplôme(s) obtenu(s) :

Université d'Europe centrale, 1998-1999,

Maîtrise en sciences politiques (spécialisation en économie politique)

Université de Tartu, 1993-1997,

Licence en administration publique (spécialisation en économie publique)

Compétences linguistiques

<i>Langue</i>	<i>lue</i>	<i>parlé</i>	<i>écrite</i> ¹
Estonien	Langue maternelle		
Anglais	1	1	1
Russe	2	2	3
Finnois	1	2	2
Français	5	5	5

Affiliation à des associations professionnelles

Membre fondateur de l'Association des étudiants estoniens de l'administration publique

Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale (depuis 2006)

Expérience professionnelle

Expert clé en formation, employé par Human Dynamics (travaux effectués au sein du ministère croate des finances) en Croatie (juillet 2009 - novembre 2010)

Dans le cadre du projet « Amélioration des processus budgétaire », a conduit une évaluation des besoins de formation, a élaboré des programmes de formation et du matériel d'étude et a formé le personnel du ministère des finances et des ministères d'exécution. Co-auteur et éditeur du Guide des processus de planification et de budgétisation et auteur des Directives applicables au suivi et à l'établissement de rapports.

Directeur de l'audit, Cour des comptes (Estonie) (octobre 2006 - décembre 2008)

A géré le Département I de vérification, chargé de vérifier les comptes du ministère des finances, du ministère des affaires étrangères, de la Chancellerie d'État et de leurs organes ainsi que des institutions constitutionnelles (Présidence de la République, Chancellerie de la Justice, Chancellerie du Parlement, Cour suprême, Banque d'Estonie) ; vérification des états financiers et de la gestion. Chargé de l'organisation de la vérification de l'ensemble des comptes de l'État et de la publication du rapport sur les tendances, qui est un résumé analytique des résultats de tous les rapports de vérification, d'évaluation et de suivi concernant l'utilisation des fonds de l'Union européenne en Estonie, pour une période donnée (par exemple, perspectives financières 2004-2006).

¹ Échelle de compétence de 1 à 5 (1 : excellent, 5 : élémentaire).

Directeur de l'audit, Cour des comptes (Estonie) (janvier 2006 – septembre 2006)

Vérificateur principal, Cour des comptes (Estonie) (janvier 2005 – décembre 2005)

A conduit puis géré de petites équipes chargées de vérifier la gestion des ministères de la justice, de l'intérieur et de la défense. Chargé de vérifier l'optimisation des ressources dans les dépenses publiques (critères d'efficacité et d'efficacités). Chargé de faire aux ministres intéressés des propositions de réforme pour améliorer la gestion (en termes de législation, organisation du gouvernement, stratégies, financement, etc.). Membre de l'équipe interne chargée de superviser l'utilisation des fonds de l'Union européenne en Estonie.

Département du budget de l'État, Directeur adjoint, ministère des finances (Estonie) (janvier 2002 – septembre 2004)

A élaboré le système de planification stratégique du gouvernement central et l'a relié à la budgétisation. Chef d'une équipe d'experts qui a rédigé le décret sur la planification stratégique. A élaboré un cadre de dépenses à moyen terme, une planification stratégique intégrée, les processus de budgétisation et d'établissement des rapports et a mis en place un cadre permettant de mesurer les performances de tous les ministères. A élaboré un manuel de planification stratégique en collaboration avec des experts internationaux.

A élaboré et mis en œuvre des programmes de formation sur les réformes, à l'intention de tous les ministères et bureaux concernés. A coordonné l'élaboration de normes du service public pour toutes les institutions gouvernementales. A conseillé les institutions gouvernementales (en conformité avec les directives méthodologiques élaborées par le ministère des finances) pour la rédaction des chartes de service, la refonte des processus de prestation de services, la réorganisation de l'interface-client et des canaux de prestation de services, l'introduction d'une administration électronique et les modalités d'intégration de l'approche axée sur le client dans la gestion stratégique de l'organisation par l'introduction de modèles de gestion, comme *Balanced Scorecard* et *Common Assessment Framework*.

A élaboré une politique de rémunération du secteur public et un système statistique permettant de comparer les traitements et salaires. Chef d'une équipe d'experts qui a rédigé une nouvelle convention des salaires applicable aux fonctionnaires de droit commun, pour la nouvelle loi sur la fonction publique. A représenté le ministère des finances dans les négociations salariales avec les syndicats.

Directeur de projet local du projet « IPSPELL » financé par le ministère du développement international

Directeur par intérim, Bureau de l'administration publique, Chancellerie d'Etat (Estonie) (novembre - décembre 2001)

A dirigé les travaux du Bureau dans l'objectif principal de préparer et de coordonner la mise en œuvre du programme gouvernemental de réforme de l'administration publique. A encadré les réformes en matière de budgétisation axée sur les résultats, la réforme des collectivités locales, l'analyse fonctionnelle des gouvernements locaux, la délégation de la fonction publique à des niveaux inférieurs de gouvernement, a élaboré des normes de service pour les grands services publics, des mécanismes de consultation des usagers, des normes de rendement destinées à améliorer l'efficacité de la prestation des services, a introduit les services à guichet unique et l'administration électronique.

Conseiller, Bureau de l'administration publique, Chancellerie d'Etat (Estonie) (novembre 1999 à octobre 2001)

A préparé le programme gouvernemental de réforme de l'administration et a coordonné sa mise en œuvre. A organisé des réunions bihebdomadaires entre le directeur du Bureau et le Premier ministre pour étudier des stratégies et des mesures de réforme. A assuré la communication avec les principaux partenaires (ministères des finances, de la

justice et de l'intérieur) du programme de réforme et a supervisé les progrès accomplis dans sa mise en œuvre. A apporté son soutien au comité gouvernemental sur la réforme de l'administration publique, composé des ministres clés, en examinant et en proposant des décisions importantes au Cabinet. Membre du Groupe de travail interministériel qui a mis en place le portail citoyen (www.eesti.ee), page web qui inventorie les besoins et les préférences des citoyens, notamment en matière de services publics, enregistre les réclamations et les réactions des usagers et fournit aux citoyens des informations sur les services publics.

A coordonné le projet « IPSPELL » financé par le ministère du développement international et une aide bilatérale de la Finlande.

Directeur de programme, Institut de l'administration publique (Estonie) (octobre 1997 – août 1998)

A refondu et compilé du matériel de formation destiné à un programme global d'amélioration des compétences des hauts fonctionnaires. Les modules portaient sur le droit, l'économie, les politiques publiques, l'informatique dans l'administration publique et dans la gestion. A enseigné des modules sur la société de l'information et a fait partie du groupe de travail de l'Institut sur la planification stratégique.

Élaboration d'une nouvelle stratégie de service à la clientèle comprenant la mise en place de mécanismes de retour d'information au moyen d'enquêtes et d'indicateurs de performance pour toutes les unités, des sondages et l'analyse des besoins de formation des organisations clientes (organismes publics faisant appel aux services de formation de l'Institut).

Missions professionnelles

Depuis l'automne 2006	Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale
Avril - novembre 2007	Membre du groupe spécial du ministère des finances sur la réforme budgétaire.
Octobre - décembre 2006	Membre du groupe spécial du ministère des finances sur la réforme des biens immobiliers domaniaux.
2002-2004	Membre de la délégation gouvernementale (représentant le ministère des finances) chargée de négocier les traitements et les conditions de travail du secteur public avec les syndicats nationaux
2001-2003	Membre du Conseil consultatif de l'Institut de l'administration publique (Estonie).
